

Ces réductions de crédits frappent des centaines de milliers de Canadiens, surtout des femmes et des jeunes. De nouveaux Canadiens demandent à grands cris à entrer à l'université pour s'y instruire et recevoir une formation qui les prépare à entrer dans la société technologique avancée dont n'arrête pas de parler le gouvernement actuel. Ces réductions opérées dans le financement de l'enseignement postsecondaire sont inutiles. Le gouvernement a fait adopter des lois pour accorder des dégrèvements fiscaux totalisant plus de 10 milliards de dollars durant les années 1982 à 1986 au profit des sociétés pétrolières, des banques et autres grandes sociétés. Il prétend que ces largesses permettront de créer des emplois et de rétablir le plein emploi au Canada, mais rien de tel n'est arrivé ni n'arrivera, comme le gouvernement l'a avoué. Si on distribuait une partie de cet argent pour donner une formation aux Canadiens, notre pays s'en trouverait beaucoup plus fort. C'est pourquoi le gouvernement doit rendre des comptes aux Canadiens car il compromet l'éducation de nos jeunes, notre ressource la plus importante. Le gouvernement condamne les Canadiens à devenir des coupeurs de bois, qui disparaît de nos forêts, et des porteurs d'eau, qui est polluée, bref des laquais.

Je prie le gouvernement de retirer le projet de loi C-12, sinon je presse les députés des deux côtés de voter contre.

● (1600)

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur le Président, je tiens à dire quelques mots au sujet du projet de loi C-12 dont le but est de limiter la hausse des dépenses fédérales au chapitre de l'enseignement postsecondaire d'abord à 6 puis à 5 p. 100.

Comme c'est là un projet de loi important, je dois dire tout de suite à quel point je suis étonné, en tant que député de la Saskatchewan, de ne pas voir un seul député conservateur participer à ce débat, lorsque la moitié des circonscriptions de ma province sont représentées ici par le parti conservateur et l'autre moitié par notre parti.

Je trouve très étrange que ces gens-là ne disent pas un mot dans un débat aussi important, alors qu'ils représentent la moitié de cette province. Serait-ce qu'ils sont plutôt embarrassés parce que notre premier ministre provincial, M. Grant Devine, est en train de supprimer, de réduire ou de démolir un bon nombre des programmes sociaux dans la province.

Je sais qu'en tant que Néo-brunswickois, monsieur le Président, vous nous plaindriez beaucoup d'être pris avec un gouvernement provincial de cet acabit. En fait, je suis persuadé que c'est pour cette raison que les députés fédéraux de cette province restent silencieux à la Chambre. Leur collègue, à Regina, est en train de faire exactement la même chose que ce que propose le gouvernement en sabrant tous les programmes sociaux et les programmes de l'enseignement postsecondaire. Il comprime le budget de l'Université de la Saskatchewan, à Saskatoon, et celui de l'Université de Regina. Nous n'avons pas encore parlé des collèges communautaires et des écoles polytechniques de notre province. Cela prouve quelle position prend le parti conservateur quand les vrais intérêts et préoccupations des gens sont en jeu.

**M. Malone:** Du vrai monde.

**M. Nystrom:** Du vrai monde, en effet. Je trouverais fort intéressant que le député de Crowfoot (M. Malone) réussisse à

convaincre certains de ses collègues de prendre part au débat aujourd'hui.

Dans les quelques minutes que j'ai à ma disposition, je voudrais signaler tout particulièrement à quel point je trouve injuste qu'on applique le programme des 6 et 5 p. 100 aux gens ordinaires comme on le fait dans la mesure à l'étude. Généralement parlant, les gens ordinaires dont il s'agit sont les jeunes qui seront nos dirigeants de demain et qui décideront de l'orientation que prendra le pays dans les années à venir.

De tout temps, nous avons eu tendance à mesurer la richesse nationale d'après diverses conceptions, notamment, du travail et du capital. A mon avis, la société de demain sera jugée d'après ses connaissances et sa capacité de penser et de raisonner. C'est ce qui nous attend à l'époque de l'ordinateur et de la haute technologie. Il est donc essentiel de former le plus grand nombre de jeunes possible et de voir à ce qu'il n'existe pas d'obstacles pour celui qui veut poursuivre ses études et que tous puissent trouver à s'instruire au Canada. Le projet de loi nous fait au contraire perdre du terrain dans la lutte que nous pensions être en train de gagner au Canada pendant les années 60.

Quand le programme des 6 et 5 p. 100 s'applique à tout le monde, il a tendance à être très injuste envers les jeunes, les étudiants, les femmes et les retraités. Il n'est cependant pas ce qu'il y a de plus injuste envers les riches. J'ai passé en revue récemment certains des salaires les plus élevés payés au Canada. Je suis tombé sur un tableau qui donnait les salaires d'il y a deux ans. J'ai vu le niveau de traitement des dirigeants des sociétés de la Couronne. Par exemple, Ian Sinclair, qui était président du conseil du Canadien Pacifique, gagnait \$556,000 en 1981.

**M. Blenkarn:** Il ne reçoit plus maintenant qu'environ \$60,000.

**M. Nystrom:** Pour le récompenser d'avoir aidé le premier ministre (M. Trudeau) à vendre son programme des 6 et 5 p. 100, et du travail qu'il a fait au sein de l'équipe spéciale qui a poudu ces 6 et 5 p. 100 et a recommandé que le gouvernement continue à serrer la vis aux citoyens ordinaires, il a été nommé au Sénat et reçoit encore \$60,000 ou \$70,000 de plus. Je trouve cela injuste.

Une hausse de 5 p. 100 sur un montant de \$100,000 représente 5,000. Cependant, pour un jeune qui essaie de poursuivre ses études universitaires, une augmentation de 5 p. 100 ne représente pas grand-chose. En même temps, le programme des 6 et 5 p. 100 fait monter les frais de scolarité et les dépenses des familles ordinaires au Canada. Si cette tendance se maintient, éventuellement, seul les plus privilégiés et les plus riches pourront fréquenter l'université au Canada. A ce moment-là, nous aurons un système dans lequel le droit de fréquenter l'université ne dépendra pas des ambitions des jeunes ou de leur désir d'acquérir des connaissances ou de se perfectionner, mais de la mesure dans laquelle leurs parents pourront payer leurs études universitaires.

D'autres députés, comme l'honorable représentante de New Westminster-Coquitlam (M<sup>me</sup> Jewett), ont déjà cité une foule de chiffres qui illustrent la situation existant dans les universités. Voyons d'abord les frais de scolarité. Dans ma province, on craint beaucoup que les frais de scolarité ne montent en flèche cette année parce que notre gouvernement provincial accuse un